FIN DE SESSION

La session parlementaire qui vient de se terminer a été l'une des plus chargées que nous ayons eu depuis longtemps. Du 27 octobre au 23 décembre, la Chambre n'a pas tenu moins de 48 séances, ce qui fait une moyenne de deux séances par semaine, et la plupart de celles-ci ont commencé à 1 heure de l'après-midi pour se prolonger jusqu'à 7 et 8 heures du soir.

Est-ce à dire pour cela qu'on ait fait beaucoup de besogne ?

Hélas non ! Le bilan est bien vite dressé ! Une bonne partie du temps a été prise par les interpellations, au nombre d'une douzaine.

Les plus importantes, on s'en souvient, ont été celles de MM. de Mun sur les affaires d'Orient, de M. Jaurès sur les troubles de Carmaux, de MM. Fleury-Ravarin et St-Germain sur l'Algérie, de M. Mirman sur le Congrès de Reims, de M. Chotteau sur l'affaire Dreyfus, de M. Michelin sur Madagascar et dans le même ordre d'idée le débat soulevé par M. Jourde, à propos de l'arrestation de M. Chauvin.

Depuis le 14 novembre on n'a guère discuté que le budget mais même pour parvenir à voter entièrement la section des dépenses. Il reste encore le budget des finances, celui des monnaies et médailles et un certain nombre des chapitres réservés des autres budgets.

Comme travail législatif proprement dit, on a voté en gros et en détail la loi sur les vins artificiels que le Sénat vient d'adopter en première lecture, en réservant pour la seconde délibération les questions litigieuses. La loi sur le mode électoral du Sénat, la loi qui allège et enterre dans les cartons du Luxembourg, la loi sur le billon étranger et... les douzièmes provisoires. C'est maigre !

Une fois de plus, la Chambre a prouvé que les discussions de politique pure, que les longs discours tiennent plus de place dans ses préoccupations que les lois économiques ou sociales et souvent promises au pays et toujours ajournées.

Cette constatation n'est pas de nature à augmenter la considération dont jouit le régime parlementaire.

Mais à qui la faute, sinon au Parlement lui-même.

T. H.

Nos Dépêches

Par Fil Téléphonique Spécial

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

Paris, 20 décembre. — Scrutin de ballottage (en remplacement de M. Bezine, radical, élu sénateur).

Inscrits	48.694
Votants	44.808
Exprimés. . . .	44.559
MM. Cornet, radical-socialiste	7.384 voix élu
Javal, républicain .	7.255

DANS LE JURA

Pontarlier, 20 décembre. — M. le docteur Grenier, radical, 5078 élu ; M. Grillon, républicain, 4108.

Récompenses aux ouvriers de l'industrie

Paris, 20 décembre. — Le ministre du Commerce a présidé aujourd'hui, à 3 heures, dans l'hôtel des chambres syndicales, rue de Lutèce, la distribution annuelle des récompenses aux ouvriers méritants de l'industrie et du bâtiment.

M. Frédéric Bertrand, président du Conseil d'administration, a souhaité la bienvenue au ministre, en lui avoir souhaité la bienvenue a fait l'éloge des ouvriers dont on récompense aujourd'hui le travail et le dévoûment. Tous ont au moins 10 ans de présence dans la même maison.

Le ministre, à son tour, a félicité de leur zèle et les ouvriers et le groupe des chambres syndicales qui compte maintenant 29 syndicats et 3.000 adhérents employés pèse 300,000 ouvriers.

Des médailles ont été remises, au nom du Conseil d'administration, à 3 employés ; 25 médailles d'argent ont été distribuées, en outre, au nom des chambres syndicales.

M. Tailleu a obtenu la médaille spéciale de la Société nationale des architectes de France. Enfin le ministre a remis les médailles du mérite industriel aux ouvriers ayant plus de trente années de service.

Dernière Heure

M. Bourgeois à Orléans

Orléans, 20 décembre. — M. Léon Bourgeois, parti ce matin en compagnie d'un certain nombre de députés, a été reçu à son arrivée à Orléans par plusieurs députés du département, des membres du conseil général, du conseil d'arrondissement, etc.

M. Rabier, député d'Orléans, au nom de la ville qu'il représente a souhaité la bienvenue à M. Léon Bourgeois et lui présente ses amis politiques, puis le cortège s'est dirigé vers la demeure du député qui offrait un déjeuner à M. Léon Bourgeois et aux personnes qui l'accompagnaient.

A 3 heures a eu lieu, salle des fêtes, une conférence de M. Lacombe, présidée par M. Bourgeois.

Après quelques mots de M. Rabier, M. Lacombe, député de l'Aveyron, a commencé sa conférence sur l'esprit démocratique à l'extérieur. Il a rappelé le dernier livre de M. Léon Bourgeois, intitulé : « Solidarité », dont il fait l'éloge.

L'éloquent conférencier a fait l'historique des démocraties étrangères puis il passe en revue les divers états européens chez lesquels le peuple français a semé des idées libérales et progressistes qui, appliquées aujourd'hui dans ces états, ne le sont pas encore en France.

M. Lacombe conclut en disant que c'est sur les champs de bataille de l'industrie et du commerce que se livreront les combats pacifiques et prochains.

LES ÉLECTIONS CONSULAIRES

A LILLE

Voici le résultat des élections au Tribunal de commerce de Lille :

Quatre juges titulaires pour deux ans

Inscrits, 4900 — Votants, 1285

MM. Emile Rouzé, sortant juge	930 voix
Alfred Scalbert, sortant juge	945
Albert Crepel, sortant juge	928
Georges Wallaert, juge supp.	939

Un juge titulaire pour un an

Inscrits, 4900 — Votants, 1284

Il n'a été trouvé dans l'urne que 1176 bulletins.

M. Emile Lebon, juge suppléant 840 voix

Deux juges suppléants

Inscrits, 4900 — Votants, 1280

MM. Dersoir	1 voix
Lodoy	1 voix

Liste de l'Union commerciale

MM. Deraet, négociant	400 voix
Desurmont, filateur	417

Liste diverse

MM. Alphonse Wicart, négociant en toiles	670 voix
Charles Verley fils, banquier	673
Doutrelon de Try, négoc.	107

A SECLIN

MM. Deraet	432 voix
Desurmont	438
Alph. Wicart	32
Charles Verley	32

A ARMENTIÈRES

Voici les résultats d'armentières concernant les élections consulaires de Lille :

Juges élus pour deux ans

Inscrits, 838. — Votants, 176

MM. Emile Rouzé, entrepreneur	138 voix
Alfred Scalbert, banquier	135
Albert Crepel, fabricant de fils	138
Georges Wallaert, fab. de toiles	138
Divers	43
Blancs	3
Nuls	8

Juge élu pour un an

M. Emile Le Blan, filateur,	145
Divers	26
Nuls	6

Juges suppléants élus pour deux ans

Inscrits, 838. — Votants 186

MM. Alph. Wicart, négociant en toiles	131 voix
Charles Verley fils, banquier	124
Desurmont	34
Doutrelon	28
Deraet	18
Divers	19
Nuls	2

A l'heure où nous écrivons, les résultats des autres cantons ruraux ne nous sont pas parvenus.

Rappelons que le scrutin d'hier était un scrutin de ballottage, les juges pour deux ans et pour un an seront nécessairement élus.

La lutte était circonscrite au deux sièges de juge suppléant entre MM. Wicart et Verley, candidats officiels du Tribunal de commerce, et MM. Deraet, Desurmont et Doutrelon de Try, candidats indépendants du petit commerce.

A ROUBAIX

Inscrits, 986 — Votants, 270
Majorité absolue, 136

Membres élus pour six ans

MM. Voldemar-Lestienne	260 voix
François Roussel fils	260 voix
Alexandre Vernier	260 voix
Cordonnier	257 voix
Pollet	260 voix
Voix diverses et bulletins nuls	10

Membre élu pour deux ans

M. Edouard Deschenaux	255 voix
Bulletins nuls	14

Election de trois membres nouveaux

MM. Auguste Wattine	264 voix
François Ernoult	263 voix
Léon Olivier	259 voix
Voix diverses, bulletins nuls	12

A SAINT-OMER

Juges titulaires pour deux ans

MM. Lecoite.	405 voix
Nuess.	404

Juges suppléants pour deux ans

MM. Dufumier	405 voix
Crépin	400

Juge suppléant pour un an

M. Avot 98 voix

LA CONFÉRENCE de M. Basly A TOURCOING

M. Basly, député de Lens (Pas-de-Calais), sollicité par M. Dron, en sa qualité de président de la *Solidarité Républicaine* de Tourcoing et de ses cantons de venir donner une conférence politique dans notre ville a bien voulu répondre au vœu qui lui était exprimé au nom de tous nos amis républicains.

Réception à la gare

M. Basly accompagné de M. Dron, est arrivé à Tourcoing, par le train de 3 h. 1/2.

A la gare se trouvaient le bureau de la *solidarité républicaine* ayant à sa tête M. Masure-Six, conseiller général, vice-président, les délégués des comités des différents villages.

A la descente du train, MM. Basly et Dron ont été reçus par nos amis groupés sur le quai d'arrivée.

Un échange de poignées de main a lieu, puis M. Masure Six, s'adressant à M. Basly, lui prononce les mots suivants : « Cité républicain de Tourcoing et de ses cantons. En leur nom, il souhaite la bienvenue au député de Lens et le remercie d'être venu donner une conférence qui procurera un vif plaisir aux républicains de Tourcoing, et dont ils tireront un enseignement précieux.

M. Basly remercie et dit qu'il fera son possible pour satisfaire les républicains qui viendront l'écouter tout à l'heure.

LA CONFÉRENCE

Jamais la grande salle du Casino n'a vu pareille affluence de citoyens. Beaucoup n'ont pu y trouver place.

Le réunion se faisait sur invitation aux membres de la solidarité et sur présentation.

Toutefois, le contrôle ne s'est pas montré bien sévère. C'est ainsi que des collectivistes et des réactionnaires, notoirement connus comme tels, ont été admis.

Enfin, pour bien montrer que le parti républicain agit au grand jour et que si la conférence n'est pas entièrement publique c'est à son grand regret et pour éviter l'obstruction systématique d'adversaires sans scrupules, tous les représentants de la presse locale ont été admis, depuis la *Croix* jusqu'à *l'Egalité*, en passant par le *Journal de Roubaix*.

Plusieurs journaux de Paris sont également représentés par la personne de notre ami M. Clément Durand, de Roubaix.

Première tentative d'obstruction des collectivistes

Les chefs collectivistes, dans leur haine contre MM. Basly et Dron avaient rêvé de venir troubler la réunion.

Une conférence qui devait être donnée par le reporter de l'*Egalité* avait été décommandée et les purs avaient été mécontents.

Néanmoins, pour le mot d'ordre, c'est à peine si une cinquantaine avaient été assez dépourvus de scrupules pour venir coopérer à la basse besogne à laquelle on les conviait contre le député de Lens, dévoué défenseur des mineurs depuis tant d'années.

En attendant l'ouverture de la réunion, ils se massent à l'entrée de la porte du Casino et contiennent une chansons révolutionnaire.

Nous aimons, malgré les dispositions de « chahut » montrées par les collectos ont sénanmoins eu la tolérance de laisser pénétrer.

L'arrivée de MM. Basly et Dron

A 6 heures moins le quart, MM. Basly, Dron, Masure-Six, tous les membres du comité de la solidarité républicaine prennent place les conseillers municipaux font leur entrée.

Les cris de : « Vive la République ! vive Dron ! vive Basly ! » sont poussés par les 2,000 républicains qui sont entassés dans la vaste salle.

La poignée de collectivistes et de jésuites envoyés par la rue du Seuilet lancent quelques cris de : « Vive la socialo ! et autres cris divers qui se perdent dans la formidable acclamation qu'accueille les députés, les conseillers municipaux, le drapeau de la *Solidarité*, y compris les délégués des comités.

M. Drou présente M. Basly

Citoyens, dit le député de Tourcoing, c'est avec une joie profonde que je constate l'empressement avec lequel vous avez répondu à l'appel du Comité de la *Solidarité républicaine*.

Cet empressement signifie que l'insouciance des affaires publiques, que l'indifférence de la politique n'est pas encore prêt d'être à l'ordre du jour à Tourcoing.

C'est aussi un encouragement pour la *Solidarité républicaine* qui compte bien que la conférence d'aujourd'hui n'est que la première d'une série dans lesquelles les républicains seront conviés à venir discuter leurs intérêts et parler de leurs aspirations communes. (Applaudissements).

Vous avez voulu, en venant si nombreux donner une marque de votre sympathie au conférencier dont la réputation n'est plus à faire, et que tous vous connaissez et estimez.

Déjà, en descendant du train, il a été reçu par une délégation dont la composition signifiait qu'il était l'invité des républicains des trois cantons. (Applaudissements).

Basly est un enfant de la mine. Il y travailla jusqu'à l'âge de douze ans.

Il n'avait reçu qu'une instruction primaire et c'est grâce à un travail acharné, en passant une partie de ses nuits à l'étude après les fatigantes labeurs du travail quotidien, qu'il s'est instruit et est devenu le député éminent qui a défendu avec tant de valeur et d'énergie les intérêts et les idées de ses commettants. (Cris de : « Vive Basly !)

En venant à Tourcoing, il était sûr qu'il rencontrerait des républicains qui *défendront* la République contre toutes les réactions et qui sont prêts à faire aboutir les réformes réclamées par les travailleurs. (Cris de : « Vive la République ! Vive Basly ! Vive Dron ! »

La conférence de M. Basly

Quand le calme est un peu revenu, M. Basly prend la parole.

C'est, dit-il, avec empressement que j'ai répondu à l'appel de M. Drou et du comité républicain. Je suis convaincu que la majorité des ouvriers que je représente sont unanimes à m'approuver, ils m'approuvent d'autant plus que M. Drou est venu dans le bassin houillier pour défendre les revendications des mineurs.

Merci de : « Vive le Socialo ! » est aussitot couvert par une formidable acclamation de : « Vive Basly ! Vive la République ! »

M. Drou. — Je prie les interrupteurs de garder le silence car la conférence n'est pas contradictoire.

La situation politique

Citoyens, continue M. Basly, si vous le voulez, nous allons examiner la situation politique qui est faite au parti républicain depuis les dernières élections.

Le ministère Dupuy chercha sa majorité à droite au lieu de la chercher à gauche.

On vit des gens qui avaient rendu de grands services à la République s'unir aux ralliés. On vit le président du conseil réclamer à la tribune des restrictions aux lois de liberté.

La Chambre ne suivit point M. Ch. Dupuy, mais ce dernier ne se tint point pour battu ; il fit, avec son autorité de chef, pression sur la Chambre.

La loi Trarieux

Le Sénat, par l'organe de M. Trarieux, dénia du patriotisme des employés de chemins de fer et voulut supprimer le droit de grève.

En volant cette loi, le Sénat eut l'air de dire aux travailleurs de la voie ferrée : « Si un jour la France était en danger, vous profiteriez de cette situation pour renouveler une augmentation de salaire et si elle vous était point accordée vous vous mettrez en grève. »

Cela, s'écrie M. Basly, c'est une calomnie contre laquelle vous protesterez, non seulement pour les employés des chemins de fer mais pour tous les travailleurs (Applaudissements frénétiques).

Notre mandat est à la veille de se terminer. *Il y a quatre ans que cette politique dure car* elle a été suivie par les successeurs de M. Dupuy, sauf par le cabinet Bourgeois, qui entra résolument dans la voie des réformes démocratiques (Vifs applaudissements).

Les collectivistes exploitent le mécontentement du pays

Cette politique *du « marquez le pas »* a créé un grand mécontentement dans le pays.

Ce mécontentement aboutit au collectivisme. *Les collectivistes en profitent et vont répétant* que le parti républicain n'a rien fait et qu'il est incapable de rien faire.

Cette affirmation est une odieuse calomnie. (Vifs applaudissements).

La République a relevé la France

A-t-on oublié qu'après 1870 nous n'avions *plus ni armée ni matériel de guerre* et que nous avions perdu deux provinces?

A-t-on oublié que la grande manifestation qui a eu lieu dans toutes les villes de France montre que la France a repris son rang de première nation du monde, que grâce à notre matériel de guerre nous commandons encore sur les l'équilibre européen? (Vifs applaudissements)

Je dis, citoyens, que cela est quelque chose, et que quand bien même la République n'aurait fait que cela, elle aurait droit à la reconnaissance du pays.

Autres bienfaits de la République

Mais la République a fait autre chose.

A-t-on oublié la lutte des républicains au 16 mai ? Ne se souvient-on plus des lois scolaires ? Il n'y a plus, à l'heure actuelle, une seule petite bourgade qui ne soit pourvue d'une école où l'on enseigne aux enfants les principes républicains. (Applaudissements).

Et encore, sur la liberté de la presse qui permet aux réactionnaires et aux collectivistes d'insulter la République ?

Et le loi sur la liberté de réunion qui leur permet de lancer des calomnies à jet continu contre la République et les républicains ?

Est-ce que ce n'est rien, tout cela ?

S'ils ne servent pas la République, ni les réactionnaires ni les collectivistes ne jouiraient de la liberté de vilipender et de calomnier. (Applaudissements frénétiques).

Et encore, sur les syndicats professionnels, et celle sur la réglementation du travail, est-ce qu'on les a oubliées ?

Sans doute, il aurait pu être fait davantage, *mais il faut tenir compte des difficultés que* nous avons rencontrées.

Je ne s'en suis que le travailleur s'impatiente jusqu'à ce que quelques réformes n'ont pas abouti, la loi sur les accidents, par exemple, on n'est pas de notre faute.

Cette loi fut adoptée avant nous; elle fut rapportée par M. Girard, alors député de Valenciennes, et renvoyée au Sénat.

Le Sénat la modifia et si elle n'est pas encore votée définitivement, la faute n'en incombe pas à la Chambre; *elle n'incombe pas surtout à* votre député, M. Drou, qui y consacra tous ses efforts. (Salve de bravos).

M. Basly appuie sa thèse de la nécessité de cette loi sur les accidents en citant des extraits de discours de députés modérés, particulièrement M. Rémi Pauvre. Ceci pour bien montrer que l'industrie ne doit pas mettre tous ses efforts à faire échouer cette réforme.

Nécessité d'aboutir

M. Basly, citant l'opinion de plusieurs députés modérés, entre autres M. Rose, député du Pas-de-Calais, qui déclarait que le mécontentement grandit et que le paysan est prêt à se laisser gagner par les funèbres théories du collectivisme, ou tout au moins, un certain nombre de travailleurs républicains se laisseront embrigader par le boulangisme, s'écrie :

Il n'y a qu'un moyen d'enrayer ce mécontentement, c'est d'aboutir, c'est de faire des réformes.

Cette crise du boulangisme dans laquelle la République faillit sombrer doit servir d'exemple.

Il faut que l'état social arrive à protéger l'ouvrier contre sa propre imprudence et pour cela il faut voter la loi sur les accidents ; il faut faire aboutir les retraites ouvrières.

Il ne faut plus qu'un ouvrier après avoir travaillé toute sa vie soit obligé d'aller solliciter une place et un lit à l'hôpital.

On ne doit plus voir des vieux travailleurs poursuivre leurs enfants en justice pour obtenir un maigre secours de six francs par mois, secours qu'ils ne donnent pas parce qu'ils sont presque incapables de le fournir.

Il faut faire quelque chose. Il est temps d'aboutir. (Bravos prolongés)

Les collectivistes exploitent la haine

Il est facile de faire aboutir une réforme de réunion publique, comme le font les collectivistes, en disant aux ouvriers : « Toutes ces richesses sont à vous, prenez-les ; tout cela, c'est vous qui l'avez créé et c'est pour vous-ds. »

Mais entre exciter les passions et apporter un remède il y a un abîme.

Ce remède, au contraire des collectivistes, nous l'apportons. (Bravos frénétiques.)

Les retraites ouvrières

M. Basly raconte ce qu'il a fait dans le Pas-de-Calais avec M. Lamendin, pour les mineurs, puis, traitant de la question des retraites ouvrières, il dit que le parti républicain veut, une fois pour l'Etat, par le patron et par une retenue faite sur le salaire de l'ouvrier.

Imposer les retraites aux patrons seuls n'est pas possible, car il ne faut pas oublier que l'industrie a à lutter contre la concurrence, que l'Allemagne, qui nous a déjà écrasés en 1870, est maintenant outillé formidablement au point de vue industriel.

Si on écrase les industriels, ils fermeront leurs usines ou elles périclideront et nous aurons dit Basly, donné un coup d'épée dans l'eau.

D'autre part, il y a à l'heure actuelle une somme de 225 millions inscrite au budget pour les pensions civiles et militaires.

Sur ces 225 millions il n'y a que 17 millions fournis par les intéressés.

Je me voudrais pas que l'on dénaturât mes paroles, que l'on prêtât à dire que j'invite l'Etat à réduire ces pensions car avec mon collègue M. Drou nous avons combattu pour que l'Etat les maintienne et les augmente.

Mais ce que je déclare aussi, c'est qu'il n'est pas juste de fournir des pensions à une seule catégorie. Ces pensions, il faut les étendre à tout le monde, l'Etat ne contribuant que pour une partie dans les retraites ouvrières avec les patrons d'autre part, (Vifs applaudissements).

Le ministère Bourgeois

M. Basly parlant du ministère Bourgeois, dit qu'il avait rendu la confiance aux républicains.

Il énumère les réformes proposées par ce ministère qui succomba, non sous les votes de la Chambre, mais du Sénat.

Nous avons vu le ministère Bourgeois obtenir une majorité chaque fois que la question de confiance était posée.

Le message à M. Drou qui dans la question de la réforme de l'impôt sauva le ministère. (Vifs applaudissements.)

Nouvelle tentative d'obstruction des collectivistes

Les collectivistes furieux de voir le succès remporté par MM. Basly et Drou, tentent une nouvelle obstruction en poussant des cris de : « Vive la socialo ! »

Un des interlocuteurs M. D..., ex-candidat collectiviste aux élections municipales se faisait remarquer par ses clameurs sans rime ni raison.

Après plusieurs rappels au calme, il est expulsé.

Les collectivistes et les réactionnaires se tiennent désormais pour dit. La réunion s'achève dans le calme, interrompue seulement par des bravos enthousiastes.

Les attributions du Sénat

M. Basly, continuant son discours se prononce pour la revision de la Constitution, l'élection du Sénat par des délégués désignés par le suffrage universel ainsi que l'indique la dernière loi votée à la Chambre, loi que le Sénat repousse.

En même temps, il désire que les attributions du Sénat soient limitées.

Le programme à faire aboutir

En terminant, M. Basly commentant le discours prononcé par M. Bourgeois à Toulouse, et déclare que le parti républicain doit faire aboutir les réformes que M. Bourgeois préconisait dans ce discours : impôt progressif sur les successions, impôt sur le revenu ; dégrèvement des petits contribuables, loi sur les accidents du travail, sur les retraites ouvrières, etc.

Lorsque nous aurons fait aboutir ces réformes s'écrie M. Basly, la confiance renaîtra et le collectivisme aura vécu.

(Tonnerre d'applaudissements, bravos prolongés, cris de : « Vive Basly ! Vive la République ! »

* * *

M. Delavaivre vient justifier la municipalité des attaques odieuses dont elle est l'objet quotidiennement de la part de l'*Egalité*.

Nous publierons ce discours demain.

Un télégramme de sympathie au Cercle républicain de Chalons

Après une quête faite en faveur de l'Arbre de Noël pour les enfants des écoles, M. Delavaivre propose à l'assemblée d'adresser un télégramme de sympathie au Cercle la Solidarité républicaine de Châlons qui fit à M. Drou l'accueil sympathique que l'on sait.

Cette proposition est votée par acclamations.

Intervention du rédacteur de l'Egalité

M. Drou, en donnant la parole au rédacteur de l'*Egalité*, qui a vu ses calomnies *exécutées* il y a quelques instants par M. Delavaivre, recommande le plus grand calme.

M. Basly, en *l'invitant* à cesse de renouveler les assertions que l'on connaît au sujet de la mort de Thibodo, puis veut démontrer qu'à Roubaix l'exercice du droit de réunion n'a rien *autrementqu'à* Tourcoing avec l'abonnement.

L'assemblée écoute d'abord puis huée l'orateur lui crient : « Vive Popol ! Va tirer au sort ! »

DISCOURS DE M. DRON

Le député de Tourcoing propose à l'assemblée de remercier chaleureusement M. Basly pour la conférence éloquente qu'il vient de faire.

La République, dit-il, nous a défendus comme lui, nous l'entendons comme lui. (Vifs applaudissements).

Dans notre République, nous n'admettons pas de faux frères, ceux qui, mettant un masque, voudraient entrer dans la place pour la faire sauter et l'enlever à ceux qui l'ont conquise. (Vifs applaudissements).

La République que nous voulons, c'est la République de la justice sociale, de la solidarité. (Applaudissements).

La République basée sur le suffrage universel et prête à venir en aide aux travailleurs constitués en syndicats, entre autres M. Rose, député du Pas-de-Calais, qui déclarait que le mécontentement grandit et que le paysan est prêt à se laisser gagner par les funèbres théories du collectivisme, ou tout au moins un certain nombre de travailleurs républicains se laisseront embrigader par le boulangisme, s'écrie :

Il n'y a qu'un moyen d'enrayer ce mécontentement, c'est d'aboutir, c'est de faire des réformes.

Cette crise du boulangisme dans laquelle la République faillit sombrer doit servir d'exemple.

Il faut que l'état social arrive à protéger l'ouvrier contre sa propre imprudence et pour cela il faut voter la loi sur les accidents ; il faut faire aboutir les retraites ouvrières.

Il ne faut plus qu'un ouvrier après avoir travaillé toute sa vie soit obligé d'aller solliciter une place et un lit à l'hôpital.

On ne doit plus voir des vieux travailleurs poursuivre leurs enfants en justice pour obtenir un maigre secours de six francs par mois, secours qu'ils ne donnent pas parce qu'ils sont presque incapables de le fournir.

Il faut faire quelque chose. Il est temps d'aboutir. (Bravos prolongés)

Les collectivistes exploitent la haine

Il est facile de faire aboutir une réforme de réunion publique, comme le font les collectivistes, en disant aux ouvriers : « Toutes ces richesses sont à vous, prenez-les ; tout cela, c'est vous qui l'avez créé et c'est pour vous-ds. »

Mais entre exciter les passions et apporter un remède il y a un abîme.

Ce remède, au contraire des collectivistes, nous l'apportons. (Bravos frénétiques.)

Les retraites ouvrières

M. Basly raconte ce qu'il a fait dans le Pas-de-Calais avec M. Lamendin, pour les mineurs, puis, traitant de la question des retraites ouvrières, il dit que le parti républicain veut, une fois pour l'Etat, par le patron et par une retenue faite sur le salaire de l'ouvrier.

Imposer les retraites aux patrons seuls n'est pas possible, car il ne faut pas oublier que l'industrie a à lutter contre la concurrence, que l'Allemagne, qui nous a déjà écrasés en 1870, est maintenant outillé formidablement au point de vue industriel.

Si on écrase les industriels, ils fermeront leurs usines ou elles périclideront et nous aurons dit Basly, donné un coup d'épée dans l'eau.

D'autre part, il y a à l'heure actuelle une somme de 225 millions inscrite au budget pour les pensions civiles et militaires.

Sur ces 225 millions il n'y a que 17 millions fournis par les intéressés.

Je me voudrais pas que l'on dénaturât mes paroles, que l'on prêtât à dire que j'invite l'Etat à réduire ces pensions car avec mon collègue M. Drou nous avons combattu pour que l'Etat les maintienne et les augmente.

Mais ce que je déclare aussi, c'est qu'il n'est pas juste de fournir des pensions à une seule catégorie. Ces pensions, il faut les étendre à tout le monde, l'Etat ne contribuant que pour une partie dans les retraites ouvrières avec les patrons d'autre part, (Vifs applaudissements).

Le ministère Bourgeois

M. Basly parlant du ministère Bourgeois, dit qu'il avait rendu la confiance aux républicains.

Il énumère les réformes proposées par ce ministère qui succomba, non sous les votes de la Chambre, mais du Sénat.

Nous avons vu le ministère Bourgeois obtenir une majorité chaque fois que la question de confiance était posée.

Le message à M. Drou qui dans la question de la réforme de l'impôt sauva le ministère. (Vifs applaudissements.)

Nouvelle tentative d'obstruction des collectivistes

Les collectivistes furieux de voir le succès remporté par MM. Basly et Drou, tentent une nouvelle obstruction en poussant des cris de : « Vive la socialo ! »

Un des interlocuteurs M. D..., ex-candidat collectiviste aux élections municipales se faisait remarquer par ses clameurs sans rime ni raison.

Après plusieurs rappels au calme, il est expulsé.

Les collectivistes et les réactionnaires se tiennent désormais pour dit. La réunion s'achève dans le calme, interrompue seulement par des bravos enthousiastes.

Les attributions du Sénat

M. Basly, continuant son discours se prononce pour la revision de la Constitution, l'élection du Sénat par des délégués désignés par le suffrage universel ainsi que l'indique la dernière loi votée à la Chambre, loi que le Sénat repousse.

En même temps, il désire que les attributions du Sénat soient limitées.

Le programme à faire aboutir

En terminant, M. Basly commentant le discours prononcé par M. Bourgeois à Toulouse, et déclare que le parti républicain doit faire aboutir les réformes que M. Bourgeois préconisait dans ce discours : impôt progressif sur les successions, impôt sur le revenu ; dégrèvement des petits contribuables, loi sur les accidents du travail, sur les retraites ouvrières, etc.

Lorsque nous aurons fait aboutir ces réformes s'écrie M. Basly, la confiance renaîtra et le collectivisme aura vécu.

(Tonnerre d'applaudissements, bravos prolongés, cris de : « Vive Basly ! Vive la République ! »

* * *

M. Delavaivre vient justifier la municipalité des attaques odieuses dont elle est l'objet quotidiennement de la part de l'*Egalité*.

Nous publierons ce discours demain.

Un télégramme de sympathie au Cercle républicain de Chalons

Après une quête faite en faveur de l'Arbre de Noël pour les enfants des écoles, M. Delavaivre propose à l'assemblée d'adresser un télégramme de sympathie au Cercle la Solidarité républicaine de Châlons qui fit à M. Drou l'accueil sympathique que l'on sait.

Cette proposition est votée par acclamations.

Intervention du rédacteur de l'Egalité

M. Drou, en donnant la parole au rédacteur de l'*Egalité*, qui a vu ses calomnies *exécutées* il y a quelques instants par M. Delavaivre, recommande le plus grand calme.

M. Basly, en *l'invitant* à cesse de renouveler les assertions que l'on connaît au sujet de la mort de Thibodo, puis veut démontrer qu'à Roubaix l'exercice du droit de réunion n'a rien *autrementqu'à* Tourcoing avec l'abonnement.

L'assemblée écoute d'abord puis huée l'orateur lui crient : « Vive Popol ! Va tirer au sort ! »

DISCOURS DE M. DRON

Le député de Tourcoing propose à l'assemblée de remercier chaleureusement M. Basly pour la conférence éloquente qu'il vient de faire.

La République, dit-il, nous a défendus comme lui, nous l'entendons comme lui. (Vifs applaudissements).

Dans notre République, nous n'admettons pas de faux frères, ceux qui, mettant un masque, voudraient entrer dans la place pour la faire sauter et l'enlever à ceux qui l'ont conquise. (Vifs applaudissements).

La République que nous voulons, c'est la République de la justice sociale, de la solidarité. (Applaudissements).

La République basée sur le suffrage universel et prête à venir en aide aux travailleurs constitués en syndicats, entre autres M. Rose, député du Pas-de-Calais, qui déclarait que le mécontentement grandit et que le paysan est prêt à se laisser gagner par les funèbres théories du collectivisme, ou tout au moins un certain nombre de travailleurs républicains se laisseront embrigader par le boulangisme, s'écrie :

Il n'y a qu'un moyen d'enrayer ce mécontentement, c'est d'aboutir, c'est de faire des réformes.

Cette crise du boulangisme dans laquelle la République faillit sombrer doit servir d'exemple.

Il faut que l'état social arrive à protéger l'ouvrier contre sa propre imprudence et pour cela il faut voter la loi sur les accidents ; il faut faire aboutir les retraites ouvrières.

Il ne faut plus qu'un ouvrier après avoir travaillé toute sa vie soit obligé d'aller solliciter une place et un lit à l'hôpital.

On ne doit plus voir des vieux travailleurs poursuivre leurs enfants en justice pour obtenir un maigre secours de six francs par mois, secours qu'ils ne donnent pas parce qu'ils sont presque incapables de le fournir.

Il faut faire quelque chose. Il est temps d'aboutir. (Bravos prolongés)

Les collectivistes exploitent la haine

Il est facile de faire aboutir une réforme de réunion publique, comme le font les collectivistes, en disant aux ouvriers : « Toutes ces richesses sont à vous, prenez-les ; tout cela, c'est vous qui l'avez créé et c'est pour vous-ds. »

Mais entre exciter les passions et apporter un remède il y a un abîme.

Ce remède, au contraire des collectivistes, nous l'apportons. (Bravos frénétiques.)

Les retraites ouvrières

M. Basly raconte ce qu'il a fait dans le Pas-de-Calais avec M. Lamendin, pour les mineurs, puis, traitant de la question des retraites ouvrières, il dit que le parti républicain veut, une fois pour l'Etat, par le patron et par une retenue faite sur le salaire de l'ouvrier.

Imposer les retraites aux patrons seuls n'est pas possible, car il ne faut pas oublier que l'industrie a à lutter contre la concurrence, que l'Allemagne, qui nous a déjà écrasés en 1870, est maintenant outillé formidablement au point de vue industriel.

Si on écrase les industriels, ils fermeront leurs usines ou elles périclideront et nous aurons dit Basly, donné un coup d'épée dans l'eau.

D'autre part, il y a à l'heure actuelle une somme de 225 millions inscrite au budget pour les pensions civiles et militaires.

Sur ces 225 millions il n'y a que 17 millions fournis par les intéressés.

Je me voudrais pas que l'on dénaturât mes paroles, que l'on prêtât à dire que j'invite l'Etat à réduire ces pensions car avec mon collègue M. Drou nous avons combattu pour que l'Etat les maintienne et les augmente.

Mais ce que je déclare aussi, c'est qu'il n'est pas juste de fournir des pensions à une seule catégorie. Ces pensions, il faut les étendre à tout le monde, l'Etat ne contribuant que pour une partie dans les retraites ouvrières avec les patrons d'autre part, (Vifs applaudissements).

Le ministère Bourgeois

M. Basly parlant du ministère Bourgeois, dit qu'il avait rendu la confiance aux républicains.

Il énumère les réformes proposées par ce ministère qui succomba, non sous les votes de la Chambre, mais du Sénat.

Nous avons vu le ministère Bourgeois obtenir une majorité chaque fois que la question de confiance était posée.

Le message à M. Drou qui dans la question de la réforme de l'impôt sauva le ministère. (Vifs applaudissements.)

Nouvelle tentative d'obstruction des collectivistes

Les collectivistes furieux de voir le succès remporté par MM. Basly et Drou, tentent une nouvelle obstruction en poussant des cris de : « Vive la socialo ! »

Un des interlocuteurs M. D..., ex-candidat collectiviste aux élections municipales se faisait remarquer par ses clameurs sans rime ni raison.

Après plusieurs rappels au calme, il est expulsé.

Les collectivistes et les réactionnaires se tiennent désormais pour dit. La réunion s'achève dans le calme, interrompue seulement par des bravos enthousiastes.

Les attributions du Sénat

M. Basly, continuant son discours se prononce pour la revision de la Constitution, l'élection du Sénat par des délégués désignés par le suffrage universel ainsi que l'indique la dernière loi votée à la Chambre, loi que le Sénat repousse.

En même temps, il désire que les attributions du Sénat soient limitées.

Le programme à faire aboutir

En terminant, M. Basly commentant le discours prononcé par M. Bourgeois à Toulouse, et déclare que le parti républicain doit faire aboutir les réformes que M. Bourgeois préconisait dans ce discours : impôt progressif sur les successions, impôt sur le revenu ; dégrèvement des petits contribuables, loi sur les accidents du travail, sur les retraites ouvrières, etc.

Lorsque nous aurons fait aboutir ces réformes s'écrie M. Basly, la confiance renaîtra et le collectivisme aura vécu.

(Tonnerre d'applaudissements, bravos prolongés, cris de : « Vive Basly ! Vive la République ! »

* * *

M. Delavaivre vient justifier la municipalité des attaques odieuses dont elle est l'objet quotidiennement de la part de l'*Egalité*.

Nous publierons ce discours demain.

Un télégramme de sympathie au Cercle républicain de Chalons

Après une quête faite en faveur de l'Arbre de Noël pour les enfants des écoles, M. Delavaivre propose à l'assemblée d'adresser un télégramme de sympathie au Cercle la Solidarité républicaine de Châlons qui fit à M. Drou l'accueil sympathique que l'on sait.

Cette proposition est votée par acclamations.

Intervention du rédacteur de l'Egalité

M. Drou, en donnant la parole au rédacteur de l'*Egalité*, qui a vu ses calomnies *exécutées* il y a quelques instants par M. Delavaivre, recommande le plus grand calme.

M. Basly, en *l'invitant* à cesse de renouveler les assertions que l'on connaît au sujet de la mort de Thibodo, puis veut démontrer qu'à Roubaix l'exercice du droit de réunion n'a rien *autrementqu'à* Tourcoing avec l'ab